









Environment  
Environnement



Winter 1992

## THE BAN ON NEW GARBAGE INCINERATORS IN ONTARIO

Every year about 400,000 tonnes of Ontario's garbage is burned in large incinerators. That's nearly 4 per cent of all solid waste from residential, commercial, industrial and institutional sources combined.

### INCINERATOR BAN:

In April 1991, the Minister of the Environment, Ruth Grier, banned the construction of new garbage incinerators in Ontario. In the Greater Toronto Area, the Minister's decision, therefore, ruled out incineration as an alternative to the search for three long-term landfill sites now being undertaken by the Interim Waste Authority (IWA).

The ban does not affect Ontario's five existing garbage incinerators and one approved facility to begin operation in 1992. However, the Certificates of Approval and monitoring requirements for these facilities are being reviewed by the environment ministry to determine where they need to be upgraded. The incineration of biomedical waste and hazardous waste, as well as the burning of untreated wood, is being allowed to continue under stringent controls.

The ministry's position to ban garbage incineration is based on a careful consideration of the overall environmental and economic impact of the technology. It is in keeping with the Ontario government's emphasis on pollution prevention and waste reduction as the primary means of ensuring environmental integrity.

### ENVIRONMENTAL IMPACT:

Even with the best emission controls, all incinerators cause air pollution. The pollutants vary according to the type of garbage being burned. They can include nitrogen oxide, sulphur dioxide, hydrogen chloride, metals and organic pollutants such as dioxins and furans. Some of these pollutants contribute to global warming. Many of them are toxic. Eventually they settle in soil and water, adding to the cumulative toxic load on the environment, which can then have a detrimental impact on human health.

Moreover, incineration does not make the garbage disappear. Incineration reduces the amount of waste by two-thirds. The residual bottom ash still requires disposal in landfill sites. As well, fly ash captured in the smoke stacks is generally leachate toxic. Fly ash tested to be leachate toxic has to be disposed of as hazardous waste at a high cost in specially designed landfill sites.

### COST AND EFFICIENCY:

Garbage incinerators are extremely expensive to build. For example, an incinerator to burn only a quarter of the solid waste from the Greater Toronto Area would cost almost a billion dollars. Operating costs for incinerators are also very high. These costs typically exceed the potential savings from the recovery of energy for heating or electrical power.

There is no cost advantage of garbage incinerators over aggressive 3Rs (reduction, reuse and recycling) programs such as composting, and the siting, construction and maintenance of landfills. As a result of major financial losses, the world's largest garbage incinerator, located in Detroit, Michigan, has been sold. An incinerator in London, Ontario, is now for sale.

### WASTE REDUCTION:

The environment ministry's waste management strategy encourages Ontario's citizens to adopt the principles of a conserver society. Through policies and

programs based on the 3Rs, it is promoting far-reaching waste reduction in Ontario's residential, industrial, commercial and institutional sectors. With these programs, the Government of Ontario expects to meet its waste reduction targets of at least 25 per cent in 1992 and at least 50 per cent by the year 2000.

Rather than helping waste reduction efforts, however, incinerators require a constant large supply of garbage - up to 3,000 tonnes per day to be economically viable - even if it means shipping it in from other places. Some of the "waste" burned includes materials that could have been recycled or re-used. This hurts the economic viability of recycling programs such as the Blue Box, and it removes incentives for manufacturers to make products and packaging that are reusable and recyclable.

### ECONOMIC RENEWAL:

Given Ontario's current economic situation, building new garbage incinerators will impose unacceptable environmental, social and financial costs on Ontario taxpayers. Also, burning valuable resources creates job losses. Incineration competes with the development of new environmentally responsible technologies and materials that would help Ontario industry in an increasingly competitive global economy. Other countries have already recognized "green industries" as key components of their plans for economic recovery. Ontario is taking similar actions that will lead to a healthier and more environmentally sustainable economy.

For more information on waste issues contact:



PRINTED ON  
RECYCLED PAPER  
MAXIMUM 10%  
OFF-WHITE FIBRE

Environment Ontario  
Public Information Centre  
135 St. Clair Avenue West  
Toronto, Ontario M4V 1P5

Telephone: (416) 323-4321  
1-800-565-4923

PIBS 1824  
01/92





Hiver 1992

## L'INTERDICTION DE CONSTRUIRE DE NOUVEAUX INCINÉRATEURS EN ONTARIO

Chaque année, environ 400 000 tonnes de déchets produits en Ontario sont brûlés dans de gros incinérateurs, soit près de 4 p. 100 de tous les déchets solides provenant des secteurs résidentiel, commercial, industriel et institutionnel.

### L'INTERDICTION

En avril 1991, M<sup>re</sup> Ruth Grier, ministre de l'Environnement, interdisait la construction de nouveaux incinérateurs en Ontario. Dans la région du grand Toronto, la décision de la ministre a eu pour effet d'éliminer l'incinération comme solution de rechange à la recherche de trois lieux d'enfouissement à long terme que mène actuellement l'Office provincial de sélection des lieux d'élimination des déchets.

L'interdiction ne touche pas les cinq incinérateurs déjà en exploitation en Ontario, ni celui dont l'ouverture est prévue pour 1992. Cependant, le ministre de l'Environnement a entrepris de réviser les certificats d'autorisation et les exigences de surveillance qui s'appliquent à ces installations dans le but de déterminer s'il y a lieu de les modifier. L'incinération de déchets biomédicaux, de déchets dangereux et de bois non traité est encore permise, mais elle est soumise à une réglementation rigoureuse.

La décision du Ministère est fondée sur une étude approfondie des effets de l'incinération sur l'environnement et l'économie. Elle s'inscrit dans le cadre des efforts de protection de l'environnement, qui s'articulent autour de la prévention de la pollution et de la réduction de la production de déchets.

### RÉPÉRCUSSIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

Même s'ils sont dotés des meilleurs dispositifs anti-pollution qui existent, les incinérateurs sont une source de pollution

atmosphérique. Les polluants rejetés varient selon le type de déchets incinérés. Ils peuvent comprendre l'oxyde d'azote, l'hydrogène sulfureux, le chlorure d'hydrogène ainsi que des métaux et des polluants organiques comme les dioxines et les furanes. Certains de ces polluants contribuent au réchauffement du globe et la plupart sont toxiques. Quand ils retombent au sol ou dans les cours d'eau, ils augmentent la charge en substances toxiques de l'environnement et présentent un risque pour la santé.

De plus, l'incinération ne fait pas disparaître complètement les déchets. Elle en réduit la quantité des deux tiers, mais les cendres résiduaires doivent être éliminées dans des lieux d'enfouissement. Il reste que les cendres volantes récupérées dans les cheminées peuvent rendre le lixiviat toxique. Les cendres volantes qui s'avèrent toxiques pour le lixiviat doivent être éliminées dans des lieux d'enfouissement pour déchets dangereux, ce qui est fort coûteux.

### COÛT ET EFFICACITÉ

Les coûts de construction des incinérateurs sont extrêmement élevés. Par exemple, un incinérateur qui pourrait brûler seulement un quart des déchets solides produits dans la région du grand Toronto coûterait près d'un milliard de dollars. Les coûts d'exploitation des incinérateurs sont aussi très élevés. Généralement, ces coûts dépassent les économies pouvant être réalisées par la récupération d'énergie pour le chauffage ou la production d'électricité.

Les coûts associés à l'élaboration de programmes énergiques de réduction, de réutilisation et de recyclage, comme le compostage, et ceux qui occasionnent la recherche d'un lieu d'enfouissement, son aménagement et son entretien, ne sont pas plus élevés que ceux des incinérateurs. Des pertes financières importantes ont forcé la vente du plus gros incinérateur au monde, situé à Détroit (Michigan), un incinérateur à London (Ontario) est maintenant à vendre.

### RÉDUCTION DES DÉCHETS

Dans le cadre de sa stratégie de gestion des déchets, le ministère de l'Environnement de l'Ontario encourage les citoyens et les citoyens à adopter les principes d'une société de conservation. Par l'entremise de politiques et de programmes fondés sur les 3 « R », il fait valoir la réduction des déchets dans les secteurs résidentiel, industriel, commercial et institutionnel de l'Ontario. Le gouvernement espère ainsi

atteindre ses objectifs en matière de réduction des déchets, soit le triplement de l'incinération d'au moins 25 p. 100 des déchets normalement destinés à l'enfouissement, en 1992, et d'au moins 50 p. 100 d'ici l'an 2000.

Les incinérateurs vont à l'encontre de tous les efforts de réduction des déchets, car ils nécessitent pour être rentables un apport en déchets constant et important — jusqu'à 3 000 tonnes par jour — même si cela implique qu'il faut aller chercher des déchets à l'extérieur de la région. De plus, certains déchets incinérés sont des matières qui pourraient être recyclées ou réutilisées. Cet aspect de l'incinération nuit à la viabilité économique des programmes de recyclage comme celui de la boîte bleue, et ne fait rien pour encourager l'industrie à fabriquer des produits et des emballages réutilisables et recyclables.

### LE NOUVEAU ÉCONOMIQUE

Étant donné la situation économique actuelle de l'Ontario, la construction de nouveaux incinérateurs constitue un fardeau environnemental, social et économique inacceptable pour les contribuables de la province. De plus, l'incinération de ressources précieuses entraîne la perte d'emplois. L'incinération des déchets est en concurrence directe avec les efforts déployés pour mettre au point des technologies et des produits écosympathiques qui seraient favorables à l'industrie ontarienne dans le contexte d'un marché global de plus en plus concurrentiel. Certains pays ont déjà reconnu l'industrie écologique comme étant une des clés de la relance économique. L'Ontario adopte elle aussi des mesures qui lui permettent de créer une économie saine, qui tiennent compte des impératifs environnementaux.

Pour obtenir plus de renseignements sur la gestion des déchets, s'adresser à :

Environnement Ontario  
Centre d'information  
135, avenue St. Clair ouest  
Toronto (Ontario) M4V 1P5

Téléphone: (416) 323-4321  
1-800-565-4923



PRINTED ON  
RECYCLED PAPER  
MAGAZINE  
PHBS 1824  
01/92





